



Sections de l'EURE



COMPTE RENDU DE LA GREVE DU 02 FEVRIER 2012

L'EURE LARGEMENT MOBILISE 39,57% DE GREVISTES

Les personnels de la DDFIP de l'Eure se sont largement mobilisés ce 2 février. En effet le taux de grévistes dépasse le taux national de 30%.

Les OS se félicitent de ce taux plus qu'honorable. Il reflète bien les difficultés quotidiennes des agents. De même le pourcentage de grévistes des cadres A+ de la filière gestion publique, 42,86%, démontre leur ras le bol et marque aussi leur solidarité avec l'ensemble des personnels. De plus, 14 sites étaient fermés ce jour.

Enfin cette journée a été marquée par la présence d'environ 80 agents qui se sont rassemblés devant la Direction au Château. Cette mobilisation a été relayée par la presse écrite Paris Normandie et la Dépêche, ainsi que sur les ondes par le biais de Radio France Haute Normandie.

Les OS tiennent à remercier les personnels qui ont braver le froid sibérien pour montrer leur colère et nous vous tiendront informés des suites de cette journée.



Les finances publiques en grève

Les agents des finances publiques étaient en grève hier, dans l'Eure, comme partout en France, pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail et les suppressions d'emplois qui s'accroissent. Environ 41 % des agents de l'Eure étaient en grève pour dénoncer vingt suppressions d'emplois prévues en 2012. Les effectifs qui se réduisent comme une peau de chagrin sont d'environ 800 personnels répartis sur 40 points d'accueil dans le département. A l'appel d'une intersyndicale (CGT, Union Snui Sud, FO) un rassemblement a été organisé à Evreux devant la direction départementale des finances publiques. « Dans notre ministère, ce n'est pas un fonctionnaire sur deux qui n'est pas remplacé, mais plutôt deux départs à la retraite sur trois qui ne sont pas remplacés. Et ce au nom de l'exemplarité. Ce mouvement intervient trois semaines après un premier mouvement alertant la direction de l'Eure », rappellent les syndicats. Au niveau national, depuis 2002, près de 25 000 emplois ont déjà disparu alors que des réformes d'ampleur sont intervenues. « On nous demande encore plus d'efforts alors qu'il faudrait nous donner les moyens d'assumer les missions de plus en plus sensibles et importantes qui sont fixées. Comment faire la chasse à la fraude fiscale, tenir les comptes des collectivités locales, informer le public qui a besoin de comprendre une fiscalité de plus en plus complexe, et ce avec encore moins de personnel et moins de points d'accueil. »

■ A la direction des finances publiques

Mobilisés pour l'emploi

Le personnel des finances publiques était en grève jeudi, à l'appel des syndicats Solidaires, CGT et FO, pour défendre la qualité du service au public.

Depuis novembre 2010, les administrations du Trésor public et des Impôts ont fusionné au sein de la direction des finances publiques. Jeudi, pour la première fois depuis ce regroupement, les personnels ont observé une journée de débrayage pour protester contre les suppressions d'emploi (20 sont prévues cette année dans l'Eure), la dégradation des conditions de travail et du pouvoir d'achat, et les atteintes à leur statut.

Au service du public

Pour les agents des finances publiques, les mesures de restriction budgétaire vont à l'encontre des missions du service public. « La gestion des impôts coûte moins cher



Plus de 40 % du personnel du centre d'Evreux était en grève jeudi.

en France que dans la plupart des pays européens » rappelaient les représentants syndicaux de Solidaires, de la CGT et de FO jeudi matin lors du rassemblement organisé devant le siège de la DGFIP de l'Eure, rue Joséphine. « Établir l'impôt, accueillir le public, lutter contre la fraude fiscale (plus de 40 milliards d'euros par an), gérer les comptabilités et conseiller les collectivités sur les finances locales sont autant de

missions qui nécessitent des moyens. On a par ailleurs constaté que les déclarations de revenus par Internet entraînent une fréquentation supérieure de la clientèle, chiffrée à 37 %. Les gens qui viennent dans les permanences locales ont besoin de renseignements, mais l'accueil est sacrifié. » Les syndicalistes soulignaient ainsi que ces dix dernières années, de nombreux points d'accueil ont disparu.

Le nombre des hôtels des impôts et des trésoreries dans l'Eure est ainsi passé de 70 à 40. Quant aux postes, c'est une soixantaine qui a été supprimée ces trois dernières années.

Autant de motifs qui expliquent le succès de la mobilisation intersyndicale. Jeudi, plus de 40 % du personnel a observé la journée de grève et plusieurs centres ont dû rester fermés.

P. D.

LA DÉPÊCHE - Vendredi 3 février 2012